

pour favoriser l'essor de l'industrie, notamment de l'industrie canadienne de l'aéronautique dans tous les domaines qui s'y rattachent.

Il est difficile pour une industrie comme celle-là d'affronter la concurrence actuelle. Elle a besoin d'encouragement et, peut-être, des faveurs du gouvernement de temps à autre. En définitive, si des industries de ce genre ferment leurs portes, nous devons acheter ces pièces de magnésium aux États-Unis et il faut se rappeler que le ministre de l'Industrie et celui du Commerce font bien des efforts pour améliorer notre balance des paiements.

Si on ne favorise pas l'expansion d'industries comme celle-là et si le gouvernement ne les aide pas pendant les années difficiles, nous pourrions bien les perdre et nous aurions moins d'employeurs, mais ce qui est pis, leur perte sera au détriment de la balance des paiements internationaux.

Je crois qu'il n'y a qu'un autre aspect, que je me plais à appeler la politique sociale, dont le ministère devrait tenir compte. Je dis que la création d'un ministère offre de grandes possibilités d'inculquer ce principe social non seulement au sein du ministère, mais parmi les nouveaux employés qui viennent s'y joindre. Si on peut leur faire comprendre que leur travail revêt une portée nationale et sociale et qu'il diffère de celui des grandes entreprises commerciales, ce serait d'un grand secours.

En parlant d'un objectif social, puis-je faire remarquer au ministre que sans rien changer à ses règles d'achat, le ministère pourrait songer à accorder une plus grande préférence qu'à l'heure actuelle aux produits fabriqués au Canada. C'est un fait, je le sais, que nous ne saurions être des goinfres nationaux à cet égard. Les échanges doivent fonctionner dans les deux sens et nous ne pouvons dresser des barrières élevées pour empêcher la concurrence. Toutefois, quand il s'agit de nouvelles industries que nous cherchons à créer, des industries comme celle de l'électronique, si les petites entreprises n'obtiennent pas une certaine mesure de protection, les grosses vont sûrement les dévorer et il n'y aura plus rien pour pousser nos industries à prendre de l'expansion. Du temps de l'ancien ministère de la Production de défense, j'ai eu connaissance qu'on avait acheté des marchandises fabriquées aux États-Unis, des marchandises qui n'avaient même pas valu un seul emploi au Canada, et on les avait achetées de préférence à des marchandises fabriquées entièrement au Canada, des marchandises qui avaient créé de l'emploi chez nous.

C'est sûrement un élément qui aggrave le déséquilibre de notre balance des paiements internationaux. Je me demande si nos fabricants auraient le droit de vendre à des prix

concurrentiels dans le domaine de la défense, à Washington, sans cette entente relative au partage des frais de la défense? Il est bien clair que le fabricant américain est mieux protégé à cet égard et si nous voulons que le fabricant canadien survive, surtout le nouveau fabricant qui est en plein essor, nous devons lui accorder plus de préférence que nous ne faisons à l'heure actuelle. On me dit que nos fabricants obtiennent une certaine mesure de préférence, mais de toute évidence, ce n'est pas assez pour assurer que nos contrats de production de défense, dans toute la mesure du possible, soient confiés à des fabricants et à des employeurs qui fournissent des emplois à des Canadiens.

A cet égard, j'aimerais attirer l'attention du ministre sur un autre point. Dans ma circonscription-sœur de Renfrew-Nord on trouve la Commission de contrôle de l'énergie atomique et les usines de cet important organisme, lequel relève de la compétence du ministre. Il faut espérer—je crois que c'est probablement le cas actuellement et j'ose espérer que cela ne changera pas—que nous continuerons d'encourager les fonctionnaires de cet organisme au moyen de salaires comparables à ceux qu'ils auraient dans l'industrie ou aux États-Unis, afin de pouvoir conserver la position très favorable et très enviable qu'un petit pays comme le nôtre s'est acquise dans ce domaine. Ce serait vraiment triste si cette importante industrie avait à souffrir à cause de salaires insuffisants versés par l'État. Nous avons eu le malheur déjà de perdre nombre d'ingénieurs en aéronautique compétents et hautement qualifiés quand on a cessé de fabriquer l'avion Arrow. Après avoir consacré des années à développer les compétences requises, on a vu disparaître cette industrie.

**Une voix:** Et les frégates.

**M. Greene:** Un grand nombre de ces employés très compétents et hautement qualifiés sont aux États-Unis. Espérons que les chercheurs scientifiques de la commission de l'énergie atomique et le personnel compétent qui y travaillent ne seront pas attirés à l'étranger par les traitements plus élevés qu'ils peuvent y recevoir. Nous pouvons sûrement nous permettre de verser, en cette ère technologique où nous entrons, des traitements élevés à ces fonctionnaires qui ont mis sur pied notre commission de l'énergie atomique.

Il est un autre point que j'aimerais signaler à l'attention du ministre au sujet du ministère de l'Industrie, vu qu'il intéresse mes commettants. J'aime à croire que les projets du gouvernement concernant la croissance et l'expansion de notre industrie tiendront compte des régions économiquement défavorisées. A mon sens, ce serait dans les meilleures traditions de notre parti. C'est ce qu'on a fait dans